



**Municipalité de**  
**Saint-Cléophas-de-Brandon**  
750 rue Principale  
Saint-Cléophas-de-Brandon (Québec) JOK 2A0  
Téléphone: 450-889-5683



Copie de résolution

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la Municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon, tenue à huis clos en vertu de l'arrêté ministériel 2020-004 de la ministre de la Santé et des Services sociaux, le lundi 8 mars 2021, à 19 heures 30.

À l'assemblée régulière du conseil municipal étaient présents par voie de vidéoconférence en séance ordinaire ce lundi 8 mars 2021, à 19 heures 30.

Madame Marjolaine Marois, Monsieur Martin Bibeau, Monsieur Gilles Côté, Madame Audrey Sénéchal Monsieur Bernard Coutu tous formants quorum sous la présidence de Monsieur Denis Gamelin, maire.

Était aussi présente par voie de vidéoconférence Madame Francine Rainville, directrice générale et secrétaire-trésorière.

Était absent Monsieur Maxime Giroux.

De plus, la séance est enregistrée, en conformité avec l'arrêté ministériel 2020-029, et sera disponible sur notre site Internet « [www.st-cleophas.qc.ca](http://www.st-cleophas.qc.ca) »

## **11. RECONNAÎTRE LE DROIT À L'EAU ET AUX SERVICES D'ASSAINISSEMENT ÉVENTUELS.**

### **Résolution n° 2021-03-037**

ATTENDU QU'à travers le monde, près de 750 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable, que quatre milliards de personnes font face à une grave pénurie d'eau et que 2,5 milliards de personnes n'ont pas accès à des services d'assainissement adéquats ;

ATTENDU QU'au Canada, un nombre disproportionné de communautés autochtones n'ont pas accès à l'eau potable et aux services d'assainissement ;

ATTENDU QUE l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le 28 juillet 2010 une résolution reconnaissant le droit à l'eau et aux services d'assainissement ;

ATTENDU QUE le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a adopté le 23 septembre 2011 une résolution sur le droit à l'eau potable et aux services d'assainissement, qui demande aux gouvernements d'agir concrètement en se dotant de plans d'action, en mettant en place des mécanismes de surveillance et de reddition de comptes et en assurant l'accès à des services abordables à toute leur population ;

ATTENDU QUE le Syndicat canadien de la fonction publique et le Conseil des Canadiens ont demandé aux municipalités canadiennes de les aider à convaincre le gouvernement fédéral de protéger le droit à l'eau et aux services d'assainissement ;

ATTENDU QUE la reconnaissance du droit à l'eau et aux services d'assainissement éventuels est l'une des trois étapes requises pour que la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon puisse obtenir le titre de « communauté bleue ».

Il est proposé par Monsieur Gilles Côté et appuyé par Madame Marjolaine Marois;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon reconnaisse et affirme que le droit à l'eau et aux services d'assainissement éventuels est un droit de la personne ;

QU'IL SOIT EN OUTRE RÉSOLU QUE la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon demande aux gouvernements fédéral et provincial d'enchâsser le droit à l'eau et aux services d'assainissement éventuels dans leurs lois respectives ;

QU'IL SOIT EN OUTRE RÉSOLU QUE la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon demande au gouvernement fédéral de se doter d'un plan national d'action en vue de faire respecter le droit à l'eau et aux services d'assainissement éventuels.

Monsieur Denis Gamelin, maire, demande le vote.  
La résolution est adoptée à l'unanimité.

Copie certifiée conforme  
Donnée à St-Cléophas-de-Brandon  
Ce 10 mars 2021

Francine Rainville  
Directrice générale, secrétaire-trésorière

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la Municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon, tenue à huis clos en vertu de l'arrêté ministériel 2020-004 de la ministre de la Santé et des Services sociaux, le lundi 8 mars 2021, à 19 heures 30.

À l'assemblée régulière du conseil municipal étaient présents par voie de vidéoconférence en séance ordinaire ce lundi 8 mars 2021, à 19 heures 30.

Madame Marjolaine Marois, Monsieur Martin Bibeau, Monsieur Gilles Côté, Madame Audrey Sénéchal Monsieur Bernard Coutu tous formants quorum sous la présidence de Monsieur Denis Gamelin, maire.

Était aussi présente par voie de vidéoconférence Madame Francine Rainville, directrice générale et secrétaire-trésorière.

Était absent Monsieur Maxime Giroux.

De plus, la séance est enregistrée, en conformité avec l'arrêté ministériel 2020-029, et sera disponible sur notre site Internet « [www.st-cleophas.qc.ca](http://www.st-cleophas.qc.ca) »

## **12. BANNIR OU ÉLIMINER GRADUELLEMENT LA VENTE D'EAU EMBOUTEILLÉE DANS LES ÉTABLISSEMENTS MUNICIPAUX ET LORS DES ACTIVITÉS MUNICIPALES.**

### **Résolution n° 2021-03-038**

ATTENDU QUE la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon exploite et entretient un système sophistiqué et réglementé de traitement et de distribution de l'eau potable qui répond à des normes de qualité parmi les plus strictes au monde ;

ATTENDU QUE la réglementation entourant la qualité de l'eau embouteillée n'est pas aussi stricte que celle que doit respecter la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon;

ATTENDU QUE l'eau embouteillée est jusqu'à 3000 fois plus coûteuse que l'eau du robinet à la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon et ce, même si l'eau embouteillée provient parfois d'un aqueduc municipal ;

ATTENDU QUE le pompage de la ressource, l'emballage et la distribution des bouteilles d'eau jetables ont des répercussions négatives sur la qualité de l'air et le climat, qu'ils entraînent une utilisation inutile des ressources, comme le pétrole qui entre dans la fabrication des bouteilles en plastique et le carburant nécessaire à l'acheminement des bouteilles d'eau jusqu'aux consommateurs, et que le recyclage et l'élimination des bouteilles engendrent des coûts inutiles ;

ATTENDU QUE l'eau du robinet de la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon est sécuritaire, saine et accessible à la population et aux visiteurs, qu'elle est déjà accessible dans la plupart des établissements publics et qu'elle est nettement plus respectueuse de l'environnement que l'eau embouteillée ;

ATTENDU QU'en l'absence d'accès à l'eau potable municipale, l'eau embouteillée peut représenter une solution de rechange adéquate ;

ATTENDU QUE l'interdiction de la vente et de la distribution d'eau embouteillée dans les établissements municipaux et lors des activités municipales est l'une des trois étapes requises pour que la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon puisse obtenir le titre de « communauté bleue ».

Il est proposé par Monsieur Gilles Côté et appuyé par Monsieur Bernard Coutu;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon mette fin à la vente de bouteilles d'eau jetables dans les installations municipales, les concessions détenues ou gérées par la municipalité et les distributrices qui se trouvent dans les établissements publics, et ce, à condition qu'on ait accès à l'eau potable municipale dans ces établissements ;

QU'IL SOIT EN OUTRE RÉSOLU QUE la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon cesse d'acheter des bouteilles d'eau jetables pour distribution lors des assemblées municipales, des activités municipales ou de travaux extérieurs, et ce, à condition qu'on ait accès à l'eau potable municipale lors de ces événements ;

QU'IL SOIT EN OUTRE RÉSOLU QUE la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon prévoit plus de pichets d'eau municipale pour les assemblées et les activités municipales ;

QU'IL SOIT EN OUTRE RÉSOLU QUE la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon lance une campagne de sensibilisation auprès du personnel et de la population pour expliquer les raisons qui sous-tendent ces décisions ;

Monsieur Denis Gamelin, maire, demande le vote.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Copie certifiée conforme

Donnée à St-Cléophas-de-Brandon

Ce 10 mars 2021

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Francine Rainville', written in a cursive style.

Francine Rainville  
Directrice générale, secrétaire-trésorière

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la Municipalité de Saint- Cléophas-de-Brandon, tenue à huis clos en vertu de l'arrêté ministériel 2020-004 de la ministre de la Santé et des Services sociaux, le lundi 8 mars 2021, à 19 heures 30.

À l'assemblée régulière du conseil municipal étaient présents par voie de vidéoconférence en séance ordinaire ce lundi 8 mars 2021, à 19 heures 30.

Madame Marjolaine Marois, Monsieur Martin Bibeau, Monsieur Gilles Côté, Madame Audrey Sénéchal Monsieur Bernard Coutu tous formants quorum sous la présidence de Monsieur Denis Gamelin, maire.

Était aussi présente par voie de vidéoconférence Madame Francine Rainville, directrice générale et secrétaire-trésorière.

Était absent Monsieur Maxime Giroux.

De plus, la séance est enregistrée, en conformité avec l'arrêté ministériel 2020-029, et sera disponible sur notre site Internet « www.st-cleophas.qc.ca »

**13. PROMOTION DES SERVICES D'EAU ET D'EAUX USÉES ÉVENTUELLES FINANCÉS, DÉTENUS ET EXPLOITÉS PAR LES GOUVERNEMENTS.**

**Résolution n° 2021-03-039**

ATTENDU QUE la santé publique dépend d'un accès équitable à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement ;

ATTENDU QUE la propriété et l'exploitation publiques des systèmes d'eau potable et d'eaux usées ont puissamment contribué à l'accessibilité et à la qualité de ces services depuis un siècle ;

ATTENDU QUE la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon est déterminée à protéger ses systèmes d'eau et d'eaux usées contre les conséquences de la privatisation dans le cadre de partenariats public-privé (PPP), telles :

- l'absence de transparence et de reddition de comptes à la population.
- la hausse des coûts.
- la hausse des frais facturés aux usagers.
- des contrats qui limiteront, pendant plusieurs décennies, le pouvoir de décision des prochaines administrations municipales.
- des accords commerciaux internationaux qui accordent aux entreprises privées du secteur de l'eau le droit de poursuivre en justice les municipalités qui décident de rapatrier leurs services d'eau à l'interne.

ATTENDU QUE la privatisation des systèmes et des services d'eau et d'eaux usées par l'entremise d'un PPP ou de la sous-traitance fait de l'eau une marchandise vendue pour réaliser des profits ;

ATTENDU QUE le gouvernement fédéral réclame un rehaussement fort nécessaire des normes concernant le traitement des eaux usées et que cela pourrait ouvrir la voie à la privatisation, à moins que le fédéral ne consacre un fonds d'infrastructure publique à la mise à niveau des installations de traitement des eaux usées ;

ATTENDU QUE le maintien du contrôle public sur les infrastructures d'eau et d'eaux usées éventuels est l'une des trois étapes requises pour que la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon] puisse obtenir le titre de « communauté bleue ».

Il est proposé par Monsieur Gilles Cote et appuyé par Madame Audrey Sénéchal;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon s'oppose à la privatisation, sous toutes ses formes, des infrastructures et des services d'eau et d'eaux usées, y compris par le biais de PPP ou de contrats de service de courte durée, et s'engage à maintenir le financement, la propriété, l'exploitation et la gestion publics de ces services ;

QU'IL SOIT EN OUTRE RÉSOLU QUE la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon demande au gouvernement fédéral à assumer sa responsabilité de soutenir les infrastructures municipales en investissant dans un fonds national d'infrastructures d'eau et d'eaux usées éventuels qui réponde aux besoins croissants en matière de renouvellement et de prolongement des systèmes d'eau et d'eaux usées, ce fonds devant financer uniquement des projets publics ;

QU'IL SOIT EN OUTRE RÉSOLU QUE la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon achemine la présente résolution à la Fédération canadienne des municipalités pour que celle-ci la distribue à ses membres.

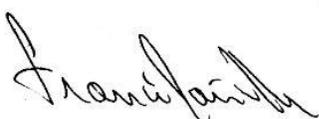
Monsieur Denis Gamelin, maire, demande le vote.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Copie certifiée conforme

Donnée à St-Cléophas-de-Brandon

Ce 10 mars 2021



Francine Rainville  
Directrice générale, secrétaire-trésorière